

INTERVIEW

Salam KAWAKIBI

*Directeur du Centre Arabe de
Recherches et d'Études Politiques de
Paris*

Par Shainez Slama

WERRA

Mars 2021

Monsieur Salam Kawakibi est directeur du Centre Arabe de Recherches et d'Études Politiques de Paris (CAREP Paris).

Il est membre du conseil consultatif de la Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée. Il est également président du conseil consultatif de l'organisation Ettijahat-Independent Culture.

Il a notamment été le directeur de l'Institut Français du Proche-Orient (Ifpo) à Alep (Syrie) de 2000 à 2006.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa
responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Mars

2021

Le “printemps arabe” a marqué la région du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord. Une décennie plus tard, quel bilan pouvez-vous dresser concernant la Syrie ?

S.K : Le traitement de la contestation populaire, qui a démarré pacifiquement, a été d’une telle violence engendrant une militarisation de la contestation. Il s’agit d’une armée soutenue par des milices paramilitaires venant d’Irak, du Liban et d’Iran auxquelles s’ajoute l’intervention russe qui a été massive en 2015. Cette contestation, devenue un conflit, a été pour certains presque réglée et gagnée par le pouvoir et ses protecteurs. Cependant, le pouvoir syrien n’a aucune souveraineté, il ne contrôle plus rien effectivement. Ce sont ses protecteurs qui contrôlent ses décisions politiques et ses actions militaires.

D’un point de vue humain, il y a plus de 7 millions de réfugiés à l’extérieur du pays, 6 millions de déplacés à l’intérieur du pays. Une situation humanitaire catastrophique. L’inflation est énorme car lorsque le conflit a débuté il y a dix ans, un dollar valait 50 livres, aujourd’hui 1 dollar vaut 4000 livres. Le régime imprime des billets de banknotes sans aucune couverture, qu’il s’agisse de devises ou d’or. Plus de 80 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté.

La corruption endémique a été l’une des raisons de ce soulèvement qui parallèlement aux actions militaires durant la dernière décennie, s’est développée d’une manière extraordinaire. En effet, puisque le pouvoir ne pouvait plus payer ses soldats, il laissait ces derniers ou les groupes militaires piller les zones récupérées ou occupées. Le pillage des villes et villages est devenu une habitude quasi ordinaire.

Diriez-vous que le résultat actuel aurait pu être évité ?

S.K : Bien sûr, il aurait pu être évité si le régime avait géré la situation différemment quand les manifestations pacifiques ont commencé, comme en Tunisie et en Egypte. Il faut souligner une chose très importante : au début, les Syriens qui manifestaient ne demandaient pas le départ du régime. Ils demandaient des réformes comme la fin de la corruption, une participation plus forte au sein de la vie politique, une presse libre. Ils demandaient des choses tout à fait basiques.

Dès le début, le régime a commencé à tirer sur la foule, à sortir les chars, à bombarder les manifestants avec des obus, des barils de TNT. Cela a donné lieu à la destruction de villages, villes et de quartiers entiers. D'un côté, le régime aurait pu éviter ce carnage. D'un autre côté, la communauté internationale aurait dû avoir une position plus claire, plus ferme. Je ne parle pas d'une position militaire extérieure mais diplomatique pour faire face à cet usage démesuré de la force contre la population civile. Nous aurions évité ce carnage. Notons aussi l'ingérence des pays, limitrophes ou lointains, et leur volonté de militariser la révolte ou de soutenir la militarisation de la révolte. Il faut reconnaître que la militarisation de la révolte a commencé au début en réponse à la force utilisée par le pouvoir. Cela a été l'occasion pour des forces régionales de fournir des armes soi-disant pour soutenir la révolution.

En réalité, il s'agissait de transformer cette révolte en conflit militaire afin de donner le mauvais exemple aux populations de ces pays pour les tenir éloignées de toute idée révolutionnaire ou de revendiquer des droits. En apparence, les pays qui ont fourni des armes se sont présentés comme soutenant la révolte mais l'objectif réel était vraiment de contribuer à la fin de cette révolte populaire, pacifique, à ses débuts.

Depuis 2018, le régime de Damas mène une politique de reconstruction et de reconquête des institutions. D'une part, nous pouvons citer en exemple les élections de 2018 qui ont implicitement eu pour finalité la réaffirmation du contrôle social et politique tout en récompensant les alliés du régime par leur promotion à des postes importants dans l'administration. D'autre part, dans son rapport publié en 2020 Human Right Watch a mis en avant la politique de "terre brûlée"[1] menée à Idlib. Quelle est la volonté de Bachar El Assad dans ses actions ? S'agit-il de reconquérir le territoire ou y a-t-il un agenda secret ?

[1] La politique de la terre brûlée peut se définir comme étant un recours stratégique utilisé lors d'un conflit par un acteur. Ce dernier choisit d'anéantir intentionnellement l'ensemble de ses ressources afin qu'elles ne soient pas exploitées par son opposant. En d'autres termes, il s'agit de rendre inutilisable ses capacités pour s'assurer qu'elles ne soient pas employables par son rival.

Ils ne voient pas du tout qu'à chaque fois qu'il y a une revendication démocratique, pour la liberté, les régimes dictatoriaux parlent tout de suite de terrorisme islamiste afin que l'Occident s'allie à eux ou dans le meilleur des cas, se taise.

Diriez-vous que la lutte contre le terrorisme a été davantage mise en première ligne au détriment du respect des droits humains ?

S.K : Je dirais la lutte contre la population. Ceux qui ont combattu Daesh sont les rebelles syriens, les forces kurdes et les forces occidentales. Le régime n'a jamais combattu Daesh effectivement et efficacement. Je vais vous raconter une anecdote. J'étais dans une conférence où se rencontraient représentants russes et européens. Lorsque les européens évoquaient l'intervention russe comme ayant comme premier objectif de faire face à l'État Islamique, le délégué russe s'est moqué d'eux en leur disant "mais qui vous a dit que nous étions intervenus en Syrie pour faire face à l'Etat Islamique. Vous vous trompez. Nous sommes en Syrie pour protéger Bachar El Assad". Les Russes sont très clairs. Ils n'ont jamais prétendu être en Syrie pour faire face à l'État Islamique. C'est ce que les Européens voulaient leur attribuer pour se débarrasser de toute responsabilité. Les Russes n'ont jamais prétendu agir ainsi. Finalement, ce sont les Syriens qui ont payé le prix de cette lâcheté occidentale et de cette franchise politique confirmée de la Russie. C'est criminel et cynique mais au moins les Russes ont été clairs à ce sujet.

Il y a récemment eu un échange de prisonniers entre Israël et la Syrie sous la médiation russe. Est-ce que ce rôle de médiateur renforce le rôle de la Russie au détriment de l'Union Européenne ?

S.K : La Russie ne tient pas compte de l'Union Européenne. Elle a humilié le représentant des Affaires étrangères européen lorsqu'il était à Moscou, il y a quelques jours. La Russie ne calcule pas l'Union Européenne, elle ne la voit même pas. Elle craint les États-Unis et les événements lui donnent raison. La libération des détenus a été une affaire très humiliante pour le régime syrien : les deux militants contre l'occupation du Golan syrien depuis 1967 par l'armée israélienne qui auraient dû être échangés contre la libération d'une femme israélienne qui a traversé les frontières israélo-syrienne pour retrouver son amant. Ces deux prisonniers ont refusé d'aller en Syrie après leur libération. Ils voulaient rester en Israël, rester dans leur village situé dans le Golan occupé. Donc, ils n'ont pas été libérés et Israël a rendu à la Syrie deux bergers qui venaient d'être arrêtés pour dire qu'un échange de prisonniers a eu lieu.

Les Russes sont des alliés d'Israël, ils coordonnent ensemble tous les bombardements contre les positions militaires iraniennes ou celles du Hezbollah depuis des années. L'armée israélienne demande l'autorisation aux Russes qui contrôlent l'espace aérien.

S'ajoute à cette humiliation de l'affaire des prisonniers, le fait que le deal stipule qu'Israël achète à la Russie des vaccins Soutnik au bénéfice de la Syrie.

Un nouveau président a été élu à la Maison Blanche, il s'agit de Joe Biden, présenté comme moins hostile à l'Iran que son prédécesseur. Que pouvons-nous attendre de cette nouvelle administration dans le cadre du conflit syrien?

S.K : Contrairement à tout ce que la gauche pavlovienne arabe et européenne pense, à savoir que le conflit syrien est un complot impérialiste et que les États-Unis sont derrière tout ce qui se déroule en Syrie et dans la région, ce n'est pas le cas. Pour les États-Unis, le conflit syrien n'est pas une priorité. Ce n'était pas une priorité pour Barack Obama ni pour Donald Trump et ce ne le sera pas pour Joe Biden. Il a d'autres priorités, comme vous venez de le dire, il s'agit de régler l'affaire du nucléaire iranien, et peut-être, d'apaiser les tensions dans le Golfe.

Le seul espoir réside dans l'élargissement des négociations avec l'Iran. En effet, il y a une tendance au sein de la nouvelle administration américaine de ne pas se contenter de parler uniquement du nucléaire mais d'élargir les discussions sur tous les sujets qui fâchent tels que l'intervention iranienne au Yémen, l'affrontement avec l'Arabie Saoudite, le rôle iranien au Liban, l'intervention iranienne en Syrie. Cela nécessite énormément de temps. Ce n'est pas quelque chose de très facile. Surtout si le régime iranien se sent un peu menacé. Ce dernier a toujours été très futé pour utiliser les cartes régionales plutôt que de laisser les autres intervenir au sein de sa société locale qui connaît beaucoup d'agitations, de frustrations, de protestations.

Il dévie toujours les regards vers la région : par le déclenchement d'hostilités en Irak, au Yémen, en Syrie, au Liban afin d'éloigner les regards de la scène intérieure iranienne.

Le peuple syrien continue de manifester contre le président Bachar El Assad. Mais rien n'évolue. Quel est le sentiment du peuple syrien ? Se sent-il oublié ? Peu écouté ? Y a-t-il, malgré tout, de l'espoir ? Quel regard porte le peuple syrien concernant l'Union Européenne ? Attend-t-il encore quelque chose de l'Union Européenne ?

S.K : Non, pas après onze ans. C'est fini. Ils ont attendu et beaucoup espéré. Désormais, il y a de la résilience et de la survie. Récemment, des photographies ont circulé montrant des tentes de réfugiés gelés couverts par la neige. Avant cela, des inondations avaient ravagé les camps de réfugiés. Ce qu'il faut comprendre c'est que les gens vivent au jour le jour et n'espèrent rien de personne. Il y a ce que la société civile syrienne et les groupes de jeunes tentent de faire pour aider. Les ONGs syriennes souffrent beaucoup parce que le financement est très contrôlé. L'Occident finance seulement des projets qu'il contrôle directement parce qu'il craint qu'en finançant la société civile, son financement filtre vers les groupes soi-disant terroristes. Mais finalement, la situation humanitaire est catastrophique et les syriens se sentent abandonnés. Ils sont abandonnés.

Vous savez, lorsqu'il y a eu l'attaque chimique, il y a eu plus de 1500 civils morts en deux heures avec le gaz sarin et moutarde. Tout le monde s'attendait à une réaction de la communauté internationale.

Mais il n'y a rien eu. C'est une date fatidique car, dès ce moment, les groupes terroristes islamistes ont pu avancer l'argument suivant " vous avez parié sur la démocratie, sur la laïcité etc... Voilà ce que cela vous donne. Vous êtes abandonnés. Venez vers nous, vous allez recevoir des armes, des salaires et vous allez pouvoir combattre ce régime criminel". C'est ainsi que l'État Islamique a réussi à recruter des jeunes dépourvus de tout espoir et de tout moyen de faire face à ces massacres.

Il y a un procès qualifié d'historique qui a eu lieu le 24 février 2021. Il s'agit de celui d'Eyad Al Gharib, accusé de "complicité de crimes contre l'Humanité". Il s'agit du premier de la sorte concernant les actes commis par le régime de Damas. Que pensez-vous de cela ? Diriez-vous qu'il s'agit d'un cas unique ?

S.K : Ce procès se déroule depuis quelques mois en Allemagne. Il y a deux accusés : Anwar Raslan et Eyad Al Gharib. Ce sont deux membres du service de sécurité syrien qui ont fait défection. Ils sont accusés de "complicité de crimes contre l'Humanité". Ce sont des exécutants non des décideurs. Ils correspondent à la base de la machine d'industrie de torture. Industrie car en Syrie la torture est industrialisée.

Suite aux témoignages quasi quotidiens, nous découvrons des choses énormes qui ont eu lieu en leur présence, peut-être qu'ils n'étaient pas directement impliqués mais ils y ont assisté, ils faisaient partis de la machine. C'est l'un des rares procès car il faut prendre en compte les lois de chaque pays. En France, par exemple, vous ne pouvez pas faire de procès s'il n'y a pas parmi les victimes un Français. En Allemagne, ce n'est pas le cas. La possibilité de faire un procès contre des criminels qui ont torturé des individus même s'ils ne sont pas des nationaux, est faisable. Bientôt, il y en aura un autre en Autriche je crois et un autre en Suède. Ce sont des cas individuels mais c'est très important de commencer l'appareil juridique car c'est la seule façon d'éviter l'oubli, la vengeance et les réactions non civilisés. Il est important de passer par la justice, pour tous, victimes ou bourreaux.

Que pouvons-nous espérer concernant une possible résolution du conflit ?

IS.K : Il n'y aura pas de solution militaire, c'est certain. Il y aura une solution politique mais qui ne sera pas du tout une réponse claire aux revendications de la population. Peut-être que cela arrivera mais uniquement lorsque les acteurs régionaux ou internationaux se rendront compte qu'il faut en finir avec ce dossier. Actuellement, rien n'est dans les mains des Syriens, ils ne sont plus maîtres de quoi que ce soit, que ce soit du côté du régime ou du côté de l'opposition.

